

Nationalrat • Frühjahrssession 2021 • Elfte Sitzung • 15.03.21 • 14h30 • 20.4333 Conseil national • Session de printemps 2021 • Onzième séance • 15.03.21 • 14h30 • 20.4333

20.4333

Postulat APK-N.
Bericht über die Situation
der Tibeterinnen und Tibeter
in der Schweiz

Postulat CPE-N.
Rapport sur la situation des Tibétains et des Tibétaines en Suisse

CHRONOLOGIE

NATIONAL RAT/CONSEIL NATIONAL 15.03.21

Antrag der Mehrheit Annahme des Postulates

Antrag der Minderheit

(Estermann, Aebi Andreas, Binder, Büchel Roland, Giacometti, Grüter, Köppel, Markwalder, Nidegger, Pfister Gerhard, Portmann, Wehrli)
Ablehnung des Postulates

Proposition de la majorité Adopter le postulat

Proposition de la minorité

(Estermann, Aebi Andreas, Binder, Büchel Roland, Giacometti, Grüter, Köppel, Markwalder, Nidegger, Pfister Gerhard, Portmann, Wehrli) Rejeter le postulat

Fischer Roland (GL, LU), für die Kommission: Mit dem vorliegenden Postulat Ihrer Aussenpolitischen Kommission wird der Bundesrat beauftragt, dem Parlament einen detaillierten Bericht über die Situation der Tibeterinnen und Tibeter in der Schweiz zu unterbreiten. Insbesondere soll auch die Situation betreffend die Meinungsäusserungsfreiheit und die Überwachung analysiert werden. Es handelt sich bei diesem Vorstoss um einen von zwei Vorstössen, mit welchen die Kommission der Petition 18.2020 der Gesellschaft für bedrohte Völker mit dem Titel "Grundrechte der Tibeterinnen und Tibeter schützen, auch in der Schweiz!" Folge gegeben hat. Der zweite Vorstoss ist das Postulat 20.4334, welches vom Bundesrat einen Bericht über den Menschenrechtsdialog der Schweiz mit China verlangt. Diesen zweiten Vorstoss haben Sie letzte Woche bereits angenommen.

Am 7. Oktober 1950, ein Jahr nachdem Mao Zedong die Volksrepublik China ausgerufen hatte, marschierte die Volksbefreiungsarmee mit 40 000 Mann in Osttibet ein. Nach einem blutig niedergeschlagenen Volksaufstand flüchteten

AB 2021 N 472 / BO 2021 N 472

1959 der Dalai-Lama und über 80 000 Tibeterinnen und Tibeter nach Indien. Im Herbst 1960 wurde die erste Flüchtlingsgruppe in der Schweiz aufgenommen. Vor dem Hintergrund des Kalten Krieges bewilligte der Bundesrat im Jahr 1963 die Aufnahme von 1000 Tibeterinnen und Tibetern in der Schweiz. Heute bilden die rund 4000 Tibeterinnen und Tibeter in der Schweiz die grösste tibetische Exilgemeinschaft in Europa. Auch über fünfzig Jahre nach dem Einmarsch der chinesischen Armee werden die Menschenrechte in Tibet weiterhin massiv verletzt. Der lange Arm der chinesischen Diktatur erstreckt sich jedoch immer mehr auch nach Europa. Bereits im Lagebericht "Sicherheit Schweiz 2016" des Nachrichtendienstes des Bundes wurde darauf



1/4



Nationalrat • Frühjahrssession 2021 • Elfte Sitzung • 15.03.21 • 14h30 • 20.4333 Conseil national • Session de printemps 2021 • Onzième séance • 15.03.21 • 14h30 • 20.4333

hingewiesen, dass die Schweiz das selbstbewusste und fordernde Verhalten Chinas vor allem in Bezug auf die tibetische Exilgemeinschaft in der Schweiz zu spüren bekommt.

Auch von der Wissenschaft kommen Hinweise, dass China neben vielen Massnahmen zur kulturellen und politischen Einflussnahme in der Schweiz auch ein Monitoring der tibetischen und uigurischen Diaspora betreibt. Die Befürchtungen der tibetischen Gemeinschaft in der Schweiz, dass ihre Meinungsfreiheit und ihre Privatsphäre zunehmend eingeschränkt werden, sind deshalb berechtigt. Als Land, in welchem die Menschenrechte und der Schutz von Minderheiten und Verfolgten zentral sind, kann die Schweiz diese Situation nicht akzeptieren. Der Bundesrat selbst beantragt Ihnen die Annahme des Postulates, wofür ich ihm im Namen der Kommission danke.

In der Kommission war der Antrag für ein Postulat nicht unumstritten, fand aber dank dem Stichentscheid der Präsidentin eine Mehrheit. Eine Minderheit der Kommission beantragt Ihnen denn auch, das Postulat abzulehnen. Das wichtigste Argument der Minderheit war in der Kommission, dass die von der Petition aufgeworfenen Fragen vertieft in der Kommission selbst diskutiert werden sollten. Das tut die Kommission auch. Nichtsdestotrotz ist es aus Sicht der Mehrheit der Kommission gerechtfertigt, einen ausführlichen Bericht dazu erstellen zu lassen. Dieser könnte zweifellos auch zusätzliche Informationen zur Beurteilung der bald zu diskutierenden China-Strategie liefern.

Im Namen der Mehrheit der Kommission beantrage ich Ihnen, das Postulat anzunehmen.

Walder Nicolas (G, GE), pour la commission: Nous avons été l'un des premiers pays à accueillir des réfugiés tibétains dans les années 1960, et la communauté tibétaine de Suisse est aujourd'hui l'une des plus importante hors d'Asie.

Pourtant, malgré les discours rassurants et l'accueil chaleureux qui a toujours été réservé aux Tibétaines et aux Tibétains dans notre pays, leur situation semble s'être détériorée depuis quelques années. Au point qu'un collectif d'associations a adressé une pétition à notre Parlement.

Ladite pétition a été traitée par notre Commission de politique extérieure lors de sa séance des 9 et 10 novembre 2020. En substance, ce collectif nous demande de prendre des mesures pour protéger les Tibétaines et Tibétains de Suisse en garantissant leur liberté d'expression et de mouvement, car, selon les pétitionnaires, la situation est préoccupante.

Les limitations du droit de manifester et les contrôles de police à leur égard en Suisse seraient en augmentation, tout comme les contraintes administratives qui, dans certains cas, impliqueraient les représentations chinoises.

Par ailleurs, les Tibétaines et les Tibétains de Suisse regrettent ce qu'ils et elles considèrent comme un déni identitaire, soit de se voir refuser, depuis 2014, la mention de leur origine tibétaine sur le document officiel établi par notre pays.

Enfin, et c'est le plus préoccupant, les Tibétaines et les Tibétains de Suisse s'inquiètent pour leur propre sécurité. En effet, la surveillance par les autorités chinoises irait croissant et s'accompagnerait de plus en plus d'intimidations et de menaces.

Si la situation des droits humains s'est largement détériorée en Chine ces dix dernières années, l'espionnage et les pressions sur les diasporas tibétaines et les autres communautés ayant fui la Chine semblent effectivement également connaître une croissance exponentielle. C'est que la République populaire de Chine est à la pointe de ce qui se fait en matière de traçage et d'espionnage de sa population, non pour des raisons sanitaires, mais bien pour asseoir son pouvoir, et ce dans un déni total des libertés et des droits humains.

Pour de nombreux observateurs, ce pays est en passe de réaliser le cauchemar orwellien, avec, comme symbole de cette surveillance généralisée, le système de "crédit social" mis en place depuis quelques années. Depuis l'étranger, l'augmentation des persécutions à l'égard des minorités, les politiques belliqueuses et la répression, tant à Hong Kong qu'envers Taïwan ou à la frontière avec l'Inde, sont les stigmates les plus visibles de cette politique.

Mais cette main de fer qui règne en Chine ne s'arrête pas à ses frontières ou à ses voisins directs. Elle n'hésite désormais plus à déployer ses moyens très intrusifs dans le monde entier, afin de contrôler les minorités sur lesquelles elle tente d'asseoir sa domination.

C'est ce que confirme indirectement le rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération (SRC) de 2020, qui s'alarme de la multiplication des activités d'espionnage du gouvernement chinois sur notre territoire. Tout au long du rapport, le SRC pointe cet espionnage économique et politique, qui affecte directement les intérêts de la Suisse et compromet potentiellement la sécurité de nos institutions démocratiques et des organisations internationales. En stipulant noir sur blanc dans le rapport, à la page 78, que "les services chinois s'intéressent également aux communautés ouïgoure et tibétaine, ainsi qu'à leurs organisations sur le



Conseil national • Session de printemps 2021 • Onzième séance • 15.03.21 • 14h30 • 20.4333

Nationalrat • Frühjahrssession 2021 • Elfte Sitzung • 15.03.21 • 14h30 • 20.4333



territoire suisse", le SRC donne du crédit aux préoccupations sécuritaires des pétitionnaires.

Dès lors, et vu les témoignages convergents de nombreux membres des minorités tibétaines, ouïgoures ou religieuses, comme les adeptes du Falun Gong, la commission, par 12 voix contre 12 avec la voix prépondérante de notre présidente, a décidé de soutenir le dépôt de deux postulats. Le premier, approuvé par la majorité de notre chambre le 9 mars dernier, demande qu'un rapport sur le dialogue bilatéral sur les droits humains entre la Suisse et la Chine soit établi. Le deuxième, dont nous parlons aujourd'hui, demande un rapport sur la situation sécuritaire des Tibétaines et des Tibétains, ainsi que sur leurs organisations en Suisse, car si le DFAE se voulait rassurant en commission, le rapport du SRC et les témoignages des personnes concernées sont au contraire préoccupants. La majorité de la commission a ainsi considéré qu'il était de notre devoir de nous assurer que la situation était sous contrôle et que les Tibétaines et les Tibétains en Suisse bénéficiaient d'une sécurité et d'une liberté équivalentes à celles de tous les autres habitants de notre pays. Si tel est le cas, nous serons rassurés. Sinon, ce sera l'occasion de demander des mesures adéquates, car c'est une fonction régalienne de notre Etat que d'assurer la protection de toutes ses habitantes et de tous ses habitants. Je vous invite donc à suivre la majorité de la Commission de politique extérieure et à soutenir ce postulat.

Estermann Yvette (V, LU): Eine Minderheit Ihrer APK wünscht einen solchen ausführlichen Bericht nicht.

Ein Anliegen der Petition ist es, dass die Schweiz mit China über Menschenrechte und die Rechte von Tibeterinnen und Tibetern sprechen soll. Das tut die Schweiz bereits, deshalb kann man diesen Punkt als erfüllt betrachten.

Ein weiteres Anliegen ist, dass der Dalai-Lama in der Schweiz offiziell empfangen würde. Er bekleidet jedoch kein staatliches Amt. Was wir als Parlamentarier indes tun können und übrigens auch getan haben - einige von Ihnen waren vor ein paar Jahren mit dabei -, ist, den Dalai-Lama hier im Bundeshaus zu empfangen; das ist möglich. Möglich ist auch, dass unsere kantonalen Behörden diesen Mann empfangen. Da er aber kein staatliches Amt bekleidet, kann er nicht offiziell empfangen werden.

Es wurde auch über die Meinungsfreiheit in der Schweiz gesprochen. Die Meinungsfreiheit in der Schweiz sollte für alle Bürger gelten, sonst müssten wir vielen Petitionen mittels Postulaten Folge geben, da auch andere Minderheiten oder kleine Vertretergruppen verschiedener Völker bzw. Nationen

AB 2021 N 473 / BO 2021 N 473

hier leben. Die Meinungsfreiheit gilt folglich für alle und nicht nur für Tibeterinnen und Tibeter.

Darüber hinaus haben wir gehört, dass die Bezeichnung von China in verschiedenen Papieren auch Alternativen haben sollte. Das ist ebenfalls nicht möglich, da sich die Schweiz an die völkerrechtlich korrekten Bezeichnungen hält.

Ein weiteres Anliegen der Petition war die Bewegungsfreiheit, das heisst, dass die Tibeterinnen und Tibeter hier in der Schweiz zum Beispiel einen Pass erhalten. Hier in diesem Land müssen wir uns alle an gewisse Regeln halten, diese Regeln gelten auch für die Bevölkerungsgruppe der Tibeterinnen und Tibeter. Wir haben die Zusicherung von anderen Stellen in der Verwaltung, dass es, wenn es wirklich schwierig ist, von Fall zu Fall beurteilt wird. Man schert nicht alle über den gleichen Kamm. Insofern ist auch das erfüllt.

Zudem geht es um die Einhaltung der Privatsphäre von Tibeterinnen und Tibetern. Das muss aber für alle Menschen, für alle Bürgerinnen und Bürger dieses Landes gelten.

Wir kommen zum Schluss, dass diese Forderungen entweder bereits erfüllt oder aber gar nicht erfüllbar sind. Wir betrachten es daher als nicht nötig, dieses Postulat anzunehmen.

Aus diesen Gründen beantragt die Minderheit die Ablehnung dieses Postulates. Ich bitte Sie, diesem Antrag zuzustimmen.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Das Postulat beauftragt den Bundesrat, der Aussenpolitischen Kommission des Nationalrates einen detaillierten Bericht zur Situation der Tibeterinnen und Tibeter in der Schweiz vorzulegen. Dieser Bericht soll sich insbesondere mit der Meinungsäusserungsfreiheit von Tibeterinnen und Tibetern in der Schweiz und auch mit deren Schutz vor Überwachung befassen. Bei diesem Vorstoss handelt es sich um eines von zwei Postulaten, das wurde bereits erwähnt, mit denen die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates einer Petition Folge gegeben hat, die den Schutz der Grundrechte der Tibeterinnen und Tibeter in der Schweiz fordert.

Die Lage der Tibeterinnen und Tibeter war in der Vergangenheit bereits Gegenstand verschiedener Vorstösse. Der Bundesrat ist deshalb bereit, die Situation dieser Personen in der Schweiz genauer zu untersuchen und die Ergebnisse in einem Bericht darzulegen. Es gibt ja Gerüchte, manchmal gibt es Fehlinformationen, und es





Nationalrat • Frühjahrssession 2021 • Elfte Sitzung • 15.03.21 • 14h30 • 20.4333 Conseil national • Session de printemps 2021 • Onzième séance • 15.03.21 • 14h30 • 20.4333

gibt Tatsachen. Von daher hat der Bundesrat auch ein Interesse daran, das einmal aufzuarbeiten.

Allerdings ist der Bundesrat der Ansicht, dass ein solcher Bericht nicht alle Aspekte der Situation der Personen tibetischer Ethnie in der Schweiz berücksichtigen kann, sondern sich auf die wichtigsten Fragestellungen beschränken muss. Für eine differenzierte Beurteilung der Situation dieser Personen in der Schweiz erachtet es der Bundesrat als unverzichtbar, dass insbesondere die Situation im Asyl- und Ausländerbereich genauer in den Blick genommen wird. Neben den im Postulat explizit erwähnten Themen der Meinungsäusserungsfreiheit und der Überwachung würde sich ein Bericht aus Sicht des Bundesrates mit folgenden Themen auseinandersetzen:

- mit der Beurteilung der Schutzbedürftigkeit von Personen mit tibetischer Ethnie im Asyl- und Wegweisungsverfahren;
- mit der Situation beim Vollzug der Wegweisung und beim Familiennachzug;
- mit dem Anspruch auf Reisedokumente;
- mit der Praxis bei Härtefallgesuchen.

Damit würde der Bericht zudem die wesentlichen Fragestellungen der Petition abdecken, die dem Postulat zugrunde liegt.

Der vom Postulat geforderte Bericht bietet die Chance, zentrale Aspekte der Situation von Personen tibetischer Ethnie in der Schweiz umfassend zu beleuchten und diesen Fragen auf den Grund zu gehen.

Der Bundesrat beantragt deshalb die Annahme des Postulates.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Mehrheit der Kommission und der Bundesrat beantragen die Annahme des Postulates. Eine Minderheit Estermann beantragt die Ablehnung des Postulates.

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 20.4333/22639) Für Annahme des Postulates ... 134 Stimmen Dagegen ... 48 Stimmen (5 Enthaltungen)